

*Économie canadienne*

arrive à se dire qu'il est préférable de tout dépenser plutôt que d'épargner. Cette attitude est loin de diminuer la consommation ou de restreindre les dépenses superflues, ce qui alimente des difficultés.

Nous ne sommes pas les seuls à avoir ces problèmes, mais il aurait fallu agir bien avant, car la situation peut devenir encore plus alarmante.

Plusieurs des pays industrialisés importants ont connu au cours des dernières années un taux d'inflation oscillant autour de 9 p. 100. Par ailleurs, les prix ont continué à «grimper» à raison de 11 p. 100 par année dans des pays comme l'Italie, la Grande-Bretagne et le Japon, et cela s'explique très bien lorsqu'on voit le monde des affaires perdre de la vitesse et le chômage augmenter. Ce sont là des signes auxquels on doit porter attention quand on les reconnaît chez nous, et il nous faut à tout prix éviter les conséquences graves que cela entraîne ailleurs. Si le gouvernement canadien est encore maintenu dans son incapacité de freiner l'inflation, nous allons dépasser définitivement le point de non-retour, au risque même de perdre pour ainsi dire le contrôle de notre économie. Déjà, à l'heure actuelle, la situation est réellement alarmante. Regardons simplement un peu en arrière pour comparer.

Il y a seulement une vingtaine d'années, si quelqu'un avait osé prétendre qu'une chambre d'hôpital en 1975 coûterait plus de \$75 par jour et qu'une année d'études universitaires se chiffrait entre \$3,000 et \$4,000, il aurait passé pour malade auprès de son interlocuteur. A ce moment-là, une année d'études universitaires coûtait \$1,000, et une chambre d'hôpital \$11 par jour, et le prix moyen pour une maison unifamiliale était d'environ \$12,000. Et si le même gars avait osé dire qu'en 1975 on paierait en moyenne \$40,000 pour s'acheter une maison unifamiliale, il aurait carrément fait rire de lui, et on l'aurait même traité de penser en libéral, dans le bon sens du mot par exemple, c'est-à-dire d'esprit farfelu. Et pourtant, c'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. De plus, si on regarde en avant et si on fait une projection de ce que seront les prix et les salaires en l'an 2000, en suivant la courbe inflationniste des deux dernières années, on arrive à des résultats fantastiques.

● (1520)

Une famille moyenne, dont le revenu est actuellement de \$14,000, verra ce dernier montant «grimper» à \$112,000 en l'an 2000, selon la courbe actuelle. Une paire de chaussures qui coûte actuellement \$28 coûtera \$167. Une jupe de laine qui coûte actuellement \$11, coûtera \$53. Une coupe de cheveux qui coûte maintenant \$3.20, coûtera \$20.50. Une réparation de dent qui coûte actuellement \$11 en coûtera \$50. Une chambre semi-privée à l'hôpital qui coûte par jour actuellement \$78 en coûtera \$290. Une année scolaire en milieu privé, qui coûte actuellement \$3,700, coûtera \$45,000. Une maison qui coûte actuellement \$40,000 en coûtera \$623,000 en l'an 2,000. Ce sont là les résultats astronomiques auxquels on arrive et ils sont basés sur une étude sérieuse effectuée récemment par le département d'économie de la revue *United States News and World Report*.

Cela indique clairement l'état de l'économie où nous nous trouvons et le genre de situation dans laquelle nous nous dirigeons si on ne prend pas les moyens d'y remédier au plus tôt.

Le gouvernement fédéral a bien essayé récemment par son programme anti-inflation de maîtriser la situation, mais il était déjà un peu tard, malgré que les contrôles en réalité ne sont pas une solution. D'ailleurs, à ce sujet, la Banque de Montréal, dans son numéro du mois d'octobre

1975 de *La revue des affaires*, indique clairement aussi qu'une telle mesure est fort douteuse. Je cite:

A travers l'histoire, jusque dans les années 1970, il a été démontré que ces programmes n'ont guère réussi à arrêter l'inflation. Ils apportent peut-être un soulagement temporaire dans les indices des prix mais, une fois que les contrôles sont levés, les prix reprennent presque invariablement leur progression à un rythme accéléré. On se souviendra que ce fut malheureusement le résultat du programme de contrôle lancé aux États-Unis en 1971 et qui fut finalement interrompu en 1973. Les contrôles ont malheureusement pour effet de masquer la nécessité d'un changement radical dans les politiques et les comportements de base...

Et ici je veux répéter que:

Les contrôles ont malheureusement pour effet de masquer la nécessité d'un changement radical dans les politiques et les comportements de base, et les solutions éventuelles sont ainsi encore plus difficiles et douloureuses à appliquer.

Comme l'a dit le président de la Banque de Montréal, dans son discours prononcé devant les actionnaires en 1973: «... rien ne pourrait être aussi néfaste à long terme que des contrôles, tout en n'apportant à court terme qu'un soulagement infime et rien ne réussira tant que les conditions sous-jacentes qui ont provoqué l'inflation ne seront pas modifiées.

Un autre problème fondamental connexe est que le contrôle des prix et des revenus a pour effet de bloquer les rapports entre les prix, même lorsque ces rapports sont clairement inappropriés ou inéquitables, comme cela risque fort d'être le cas en raison de l'inflation rapide que nous connaissons. Mais, même si ces rapports sont dans un certain sens «justes» à un certain moment, nous vivons dans une société dynamique où les prix doivent constamment changer si l'on veut que l'offre s'adapte à la demande en évolution. Lorsque le système des prix ne peut fonctionner normalement, la pénurie et les perturbations deviennent fréquentes.

Étant donné que les produits importés représentent 29 p. 100 de notre produit national brut canadien, un programme de contrôles serait difficile ou impossible à appliquer sans un gigantesque et coûteux système de subventions ou sans que les augmentations sur les produits importés soient répercutées sur les consommateurs, ce qui alimenterait la spirale ascendante des prix tant que l'inflation continuerait à l'étranger.

Je pense, monsieur le président, que ces conclusions que tire l'auteur de cet article sont les mêmes que nous avons déjà indiquées à la Chambre et les mêmes également que celles dont parlent plusieurs Canadiens.

Il est vrai qu'il n'y a pas de solution miracle ni de solution facile à ces problèmes. Mais la solution du gouvernement d'établir ce contrôle était peut-être trop facile, et les résultats risquent d'être bien maigres. D'autres mesures plus logiques et faisant preuve d'un vrai leadership auraient pu être apportées mais j'y reviendrai tout à l'heure, après avoir solutionné ou tenté d'apporter d'autres solutions.

Ce que je veux dire ici c'est qu'il faudrait créer par des déclarations vraies et justes un meilleur climat social au pays qui favoriserait une meilleure justice.

Je pourrais ici, monsieur le président, citer toute une série de chiffres et de faits démontrant la faiblesse du gouvernement en ce qui a trait à la peine de mort, aux libérations conditionnelles et autres mais j'en ai parlé à différentes occasions et j'y reviendrai. Je citerai simplement un extrait de la revue *Québec industriel 1975*, afin de démontrer où a conduit ce manque de leadership sérieux du gouvernement et le climat social qui en découle.

Blass commet crimes après crimes, et délits après délits. Il se fait photographier un fusil à la main et envoie ces photos aux journaux. C'est un bandit dans toute l'acception du mot, un récidiviste notoire, un irrécupérable. Quand on l'arrête, il s'évade et bien des gens tremblent de le savoir en liberté. Finalement, il est abattu par la police. Aussitôt, les mêmes groupements «spécialistes» pleurent sur son sort, reprochent à la police d'avoir fait son travail, recherchent les antécédents de Blass, etc... On publie des sections spéciales sur sa vie et «son œuvre». Et un film sur sa vie couronnera le tout.

L'histoire se poursuit partout. Des gens ont acheté quantités de tableaux peints par l'un des «assassins du Père Noël» qui avaient abattu deux policiers et fait plusieurs orphelins. Les comparses du Watergate,